Document généré le 17 juil. 2025 12:46

Bulletin d'histoire politique

André d'Allemagne et le projet indépendantiste québécois

André Primeau

Volume 12, numéro 1, automne 2003

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1060660ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1060660ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)
1929-7653 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Primeau, A. (2003). André d'Allemagne et le projet indépendantiste québécois. *Bulletin d'histoire politique*, *12*(1), 170–192. https://doi.org/10.7202/1060660ar

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

André d'Allemagne et le projet indépendantiste québécois

ANDRÉ PRIMEAU
Étudiant en histoire
Université de Montréal

L'articulation du projet indépendantiste, dans les années soixante, fut sans aucun doute une œuvre particulièrement audacieuse. En préconisant rien de moins pour le Québec qu'une rupture complète du fédéralisme canadien, les indépendantistes remettaient en question un discours nationaliste traditionnel qui avait marqué toute l'histoire du Québec depuis la Confédération. Il s'agissait de toute évidence d'une œuvre révolutionnaire qui, visant la transformation d'une utopie en une possibilité réalisable, sema le doute et l'inquiétude chez une population conditionnée et stigmatisa ceux qui s'en faisaient les porte-parole. Pourtant, dans les années soixante, l'indépendantiste ne pouvait qu'être optimiste ; animé par le sentiment de posséder les réponses, d'avoir un pas d'avance sur la Révolution tranquille, d'incarner l'avenir d'un peuple qui pouvait enfin faire son entrée dans l'histoire. Certes, il devait faire face à des obstacles de taille, mais il était persuadé de la légitimité de sa lutte qui allait, selon lui, dans le sens de l'histoire. Cependant, quarante années plus tard, après l'échec de deux référendums sur la souveraineté nationale, le même indépendantiste ne peut être que profondément déçu. Désappointé devant ce qu'il perçoit comme des occasions ratées et fatigué d'une lutte politique interminable, il demeure néanmoins convaincu de la nécessité de l'indépendance qui se fait, à ses yeux, de plus en plus pressente.

André d'Allemagne, fondateur du Rassemblement pour l'Indépendance Nationale (R. I. N.), est certainement l'intellectuel québécois qui incarne le mieux cette œuvre indépendantiste inachevée du Québec. Considéré par plusieurs, avec raison, comme un des pères de l'indépendantisme québécois moderne, d'Allemagne, bien que certainement déçu de ne pas avoir été témoin de l'aboutissement de la cause vitale du Québec, ne laissa pas les échecs référendaires ébranler son option. Toute sa vie, il demeura fidèle à ce combat dont l'issue se trouva malheureusement sans cesse reportée.

Le Québec d'aujourd'hui doit beaucoup à André d'Allemagne qui, par un travail acharné, servit brillamment la cause de l'indépendance nationale.

Plus que quiconque, il contribua à faire de celle-ci une option acceptable, voire indispensable aux yeux d'une bonne partie de la population. Pourtant, André d'Allemagne ne fut jamais une grande figure publique. En réalité, calme et discret de nature, il détestait les foules, les manifestations et les coups d'éclat. S'il prit position de façon active dans la vie publique, ce fut principalement par l'intermédiaire du groupe qu'il fonda, le RIN, ou par ses écrits. André d'Allemagne était avant tout un intellectuel de haut niveau qui marqua le Québec non pas par la force ou la provocation des mots, mais plutôt par des réflexions logiques, attentives et intelligentes. Son argumentation tirait justement sa force de la calme rationalité qu'elle dégageait. Le présent article portera donc principalement sur l'analyse de la pensée de cet illustre indépendantiste qui réussit à prouver la valeur de l'indépendance en rattachant celle-ci à la voie de la raison. Une première partie sera néanmoins consacrée à la vie d'André d'Allemagne. Sans entrer dans les détails, l'objectif est de faire un survol rapide et de mettre en lumière les éléments qui contribuèrent à la formation et à l'évolution de sa pensée.

André d'Allemagne: sa vie et son évolution intellectuelle

Tout en incarnant de façon éclatante l'aventure indépendantiste du Québec, André d'Allemagne fut également une admirable illustration de la filiation France-Québec. En effet, il était membre d'une grande famille française de la ville de Belley. Son père, le baron Pierre d'Allemagne, arriva au Québec dans les années vingt. Homme brillant, il eut une belle carrière d'ingénieur dans la ville de Montréal. Il épousa une Québécoise, une Hamelin, et vécut au Québec jusqu'à ses dernières années. André d'Allemagne était donc né au Québec, à Montréal, le 14 octobre 1929. Une expérience bien particulière consacra toutefois son attachement au pays d'origine de son père. À l'âge d'un an, sous prétexte qu'il avait des problèmes de santé, ses parents décidèrent de l'envoyer vivre en France avec ses grands-parents. Les véritables raisons de cette décision demeure encore un mystère, mais, quoi qu'il en soit, André d'Allemagne passa sa petite enfance en France et fut élevé par ses grands-parents. Ainsi, né au Québec, il considérait celui-ci comme sa patrie. Néanmoins, il conserva toute sa vie un vif attachement à la France.

Son éducation et ses études

De retour à Montréal vers l'âge de 9 ou 10 ans, son père l'envoya faire ses études au collège Stanislas. Filiale à l'origine du prestigieux établissement parisien, le collège Stanislas prépare l'étudiant, après un cursus complet de la

maternelle au collégial, au baccalauréat français, diplôme reconnu dans le monde entier. André d'Allemagne réussit très bien à l'école et obtient son baccalauréat en 1946 alors qu'il avait seulement dix-sept ans. En fait, les études furent une réussite particulièrement remarquable pour un enfant dont l'univers familial était plutôt déficient. Effectivement, André d'Allemagne ne fut jamais véritablement proche de sa famille. Ses parents étaient presque des étrangers à ses yeux et une grande distance semblait les séparer. Évidemment, le fait d'avoir passé la majeure partie de son enfance éloigné de ceux-ci ne favorisa pas la construction de liens intimes normaux entre parents et enfant. Son père était également une personne très rigide, sévère et autoritaire. Descendant d'une grande famille aristocratique française de tradition militaire, Pierre d'Allemagne usait de fermeté et de discipline pour inculquer à son fils les principes maîtres d'une grande culture aristocratique. Ainsi, dès son jeune âge, l'expression des sentiments fut donc mise de côté au profit d'un tempérament discret, modeste et réfléchi. Cette pudeur des sentiments et cette grande modestie devint plus tard le trait le plus caractéristique de la personnalité d'André d'Allemagne. Son imminent respect pour les autres et son exquise courtoisie ne l'empêchaient pas, bien au contraire, d'exprimer de façon mordante toute la vigueur et la rigueur de ses convictions.

N'ayant pas véritablement d'objectifs précis à la fin de ces études au collège Stanislas, André d'Allemagne entra à l'Université McGill sous l'influence de son père qui désirait faire de lui un homme d'affaires. De toute évidence, il ne fallait vraiment pas connaître son fils et ses intérêts pour lui suggérer de telles études. Même s'il apprécia les sciences économiques, André d'Allemagne détesta ses études commerciales et son expérience à l'Université McGill. En fait, ce qui l'intéressait particulièrement était la littérature et surtout, l'écriture. En effet, dejà enfant, André d'Allemagne consacrait beaucoup de temps à écrire. C'était un moyen d'expression très important qui lui permettait sans doute d'extérioriser des idées ou même des émotions qu'il se gardait d'exprimer à voix haute. Ainsi, il décida d'abandonner ses études à l'Université McGill et d'entrer à la Faculté des Lettres de l'Université de Montréal où il pouvait, de toute évidence, s'adonner à ce qu'il aimait le plus. Il se prit alors de passion pour ce qu'il faisait et développa un intérêt tout à fait particulier pour la linguistique. L'expression des idées et la communication étant très importantes à ses yeux, il se consacra à l'étude de la langue. Toutefois, ce qui l'intéressait le plus, ce n'était pas le langage comme simple instrument d'expression ou de communication, mais plutôt comme moule de la pensée et comme véhicule d'un ensemble cohérent et complet de valeurs.

En 1952, il obtient une maîtrise en linguistique pour sa thèse: « Antagonismes linguistiques chez le bilingue » [1]. Dans cette étude, André

d'Allemagne démontre le potentiel conflictuel que peut avoir le bilinguisme chez une personne et dans une société. Être bilingue, selon André d'Allemagne, c'est faire partie à la fois de deux univers concurrents et être ballotté entre deux systèmes de pensée et d'expression. La coexistence des langues chez un individu et dans une société n'est donc jamais pacifique. Les langues sont en constante rivalité, chacune d'elle étant favorisée ou défavorisée par divers facteurs tels que son utilité, son prestige et sa diffusion. Mais, au-delà de ses effets nocifs, André d'Allemagne souligne la rareté du véritable bilinguisme. Les gens qui parlent plusieurs langues ne sont le plus souvent que polyglottes, c'est-à-dire que les diverses langues ne sont pas sur un pied d'égalité. Dans le cas le plus courant, une des langues l'emporte nettement sur l'autre. Le phénomène est le même sur le plan social. La société authentiquement bilingue, dans laquelle deux langues sont sur un pied d'égalité et ont le même poids, n'existe pas. Une langue finit toujours par l'emporter sur l'autre. Cette étude constitue vraisemblablement le point de départ de la pensée maîtresse d'André d'Allemagne. La situation de sa langue maternelle au sein d'un Canada bilingue semble être à la base du futur développement de sa théorie sur la colonisation du peuple québécois.

Sa vie professionnelle

Évidemment, André d'Allemagne ne devint pas un indépendantiste « pur et dur » suite à une prise de conscience soudaine. Certes, il se questionnait sur la situation particulière de la société canadienne-française, mais rien de plus. En fait, à l'époque, André d'Allemagne s'intéressait fort peu à la politique canadienne et considérait même le nationalisme canadien-français comme une attitude infantile due à un profond complexe d'infériorité [2]. Son option politique se développa donc graduellement suite à diverses expériences personnelles. Le cœur de son engagement indépendantiste vint toutefois de son expérience de travail dans la capitale canadienne. En effet, en 1952, après avoir obtenu la maîtrise, André d'Allemagne se trouva un emploi au Parlement d'Ottawa, comme traducteur à la division des débats. Il raconta lui-même cette expérience traumatisante en 1961 lors d'une entrevue sollicitée par la radio du réseau anglais de Radio-Canada :

> Il y a environ huit ans, j'ai trouvé mon premier emploi comme traducteur à la Chambre des communes d'Ottawa [...] je fus surpris et fortement déçu de constater que dans cette capitale d'un pays supposément bilingue on ne voyait nulle part le moindre mot de français [...] À la Chambre des communes, où je passai trois ans à traduire leurs discours, je notai que nos représentants se conduisaient souvent comme si le Canada français n'existait absolument pas [...] En outre, la procédure, les institutions et le cérémonial

du gouvernement fédéral m'étaient manifestement étrangers et ne reflétaient aucunement la mentalité du Canada français. C'est sans doute pour cette raison que je commençai à me sentir de plus en plus Canadien-français et à penser qu'après tout le nationalisme traditionnel des Québécois était peut-être pleinement justifié [3].

À la suite de cette expérience, cela va sans dire déplaisante, André d'Allemagne décida de retourner en France afin de se trouver un nouvel emploi. Il chercha en vain un poste dans une agence de publicité, mais ce qu'il découvrit dans le pays d'origine de son père était d'un tout autre ordre. En effet, faute de se dénicher du travail, il put y découvrir la facilité et la joie d'être un Français, de vivre avec un peuple dont il partageait la langue, la culture et la conception de la vie. De toute évidence, André d'Allemagne fut toujours très partagé entre la France et le Québec. À vrai dire, son attachement à la France et au Québec était presque égal. Ce qu'il aimait particulièrement de la France était sa population très politisée, dotée d'une conscience sociale aiguë et d'un sentiment national très fort. Souvent, cela semblait lui manquer lorsqu'il était au Québec. Quoi qu'il en soit, ce séjour en France fut l'occasion d'une révélation encore plus profonde. André d'Allemagne prit conscience que la vie quotidienne prenait beaucoup plus de sens et devenait bien plus enrichissante lorsque l'on pouvait s'identifier pleinement à la société dans laquelle on vivait, avec ses institutions et même ses problèmes. Ce qui, bien entendu, n'était pas le cas au Québec.

De retour à Montréal, il se trouva un emploi à la Presse canadienne comme traducteur-journaliste. Cependant, sa véritable vocation il la découvrit dans le domaine de la publicité. En effet, il sembla se découvrir une nouvelle passion dans ce domaine qui lui permettait d'exercer ses talents avec la langue. Il adora cette expérience qui lui permit d'exprimer un certain côté artistique et créateur qu'il n'avait pas eu l'occasion d'exploiter jusqu'ici. Ce fut véritablement une expérience très constructive qui l'immergea dans un océan de plaisir créatif et de développement professionnel. De plus, la publicité lui donnait l'impression de pouvoir s'adresser directement au public et de susciter chez lui un intérêt pour un produit, ou même une idée donnée. Cet emploi comme publiciste eut sans doute un impact très important dans sa future décision de former un mouvement de propagande qui visait la diffusion de l'idée de l'indépendance à travers les masses. Quoi qu'il en soit, son expérience dans le domaine de la publicité fut très positive, mais surtout déterminante en vue de ses futures prises de position. En effet, à titre de publiciste, André d'Allemagne comprit tout le sens du mot « assimilation » lorsqu'il eut à traiter avec des agents de publicité et des hommes d'affaires canadiens-français qui ne pouvaient plus parler de leur travail en français et qui préféraient, même entre eux, s'exprimer en anglais [4]. Il fut profondément

troublé par l'anglicisation et l'américanisation de la ville de Montréal et de ses habitants. C'est alors qu'il lui apparut de plus en plus évident que les Canadiens français devaient faire un choix : soit renoncer à leur culture et se fondre dans le monde anglo-saxon nord-américain, soit, au contraire, s'affirmer pleinement et devenir entièrement eux-mêmes.

Son engagement politique: l'Alliance Laurentienne et le RIN

L'intérêt fondamental pour la cause nationale du Québec chez André d'Allemagne débuta véritablement sous l'influence de l'Alliance Laurentienne. Fondée par Raymond Barbeau en 1957, l'Alliance Laurentienne prônait à la fois la souveraineté nationale pour le Québec et une idéologie de droite qui s'inspirait de la doctrine sociale de l'Église et du corporatisme [5]. À l'époque, ce fut le discours sur la libération des Québécois qui attira André d'Allemagne vers l'Alliance Laurentienne. En fait, les idées de Raymond Barbeau l'ont rapidement accroché et certaines d'entre elles eurent une influence importante. Tout d'abord, l'idée d'une souveraineté nationale complète basée sur le principe fondamental de l'autodétermination des peuples. L'idée de la libération de la Nation par le rejet de la Confédération canadienne qui donne au gouvernement d'Ottawa tous les pouvoirs. Enfin, l'idée d'une révolution pacifique qui doit reposer sur un vaste consensus national. Toutefois, André d'Allemagne était ouvertement en désaccord avec l'idéologie de droite de l'Alliance Laurentienne et avec son côté clérical. Il tenta alors de provoquer des changements au sein du groupe. Cependant, comme ces changements n'étaient pas les bienvenus, il décida de quitter l'Alliance Laurentienne et de fonder un nouveau mouvement.

Le dix septembre 1960, André d'Allemagne fonda, avec une quinzaine de personnes, le Rassemblement pour l'indépendance nationale. Au départ, dans l'esprit d'André d'Allemagne, le RIN ne devait être qu'un mouvement de propagande et d'action populaire visant à diffuser l'idée de l'indépendance nationale afin de créer un consensus favorable à cette idée. Comme il le disait lui-même à l'époque : « La seule raison d'être du RIN est de favoriser et d'accélérer l'instauration de l'indépendance nationale au Québec » [6]. Ainsi, s'il partageait le projet indépendantiste de l'Alliance Laurentienne, il rejetait son fond réactionnaire. En fait, le RIN ne devait pas, au départ, adhérer à une idéologie précise. Toutefois, il sera amené à s'en formuler une, comme il sera amené à modifier ses structures au cours d'une évolution qui le conduira à la transformation en parti politique.

Le Rassemblement pour l'indépendance nationale marqua considérablement l'histoire du Québec contemporain. Il eut un impact important sur la politique québécoise en forçant les autres partis politiques à se définir par

rapport à l'indépendance. Bien plus, la pression exercée par le RIN provoqua le réveil de la collectivité québécoise et influença le déroulement de la Révolution tranquille. Il donna forme et contenu à une idée qui relevait autrefois de l'utopie. Toutefois, aussi passionnante qu'elle puisse être, l'histoire du RIN n'est pas le but de ce présent travail. Il serait également inutile de relever toutes les actions d'André d'Allemagne au sein du groupe qu'il fonda. L'important est de retenir que la participation d'André d'Allemagne au sein du RIN représente le cœur de son engagement actif pour l'indépendance nationale. Ce fut par l'intermédiaire du RIN, notamment par ses publications dans le journal *l'Indépendance* et par ses discours, qu'André d'Allemagne devint une figure publique, un intellectuel prenant ouvertement position dans le grand débat des années soixante sur l'avenir de la société québécoise. Cependant, il serait faux de dire qu'André d'Allemagne participa de façon directe à ce grand débat. En fait, il n'occupa jamais véritablement l'avant-scène du débat politique. Il détestait les querelles hystériques entre politiciens et refusait de s'embarquer dans le « jeu » de la politique médiatisée. S'il eut néanmoins une influence directe sur les événements, ce fut justement par la création d'un mouvement indépendantiste articulé autour d'une théorie complexe sur la situation de la société québécoise.

Cette théorie, ou plutôt ce concept de colonialisme, constitue le thème central de son ouvrage majeur publié en 1966 : *Le colonialisme au Québec*. Dans cet ouvrage, qui constitue véritablement le pilier de la pensée d'André d'Allemagne, celui-ci présente le Québec comme une Nation dominée par Ottawa sur les plans politique, économique, social et culturel[7]. Les Québécois forment, selon lui, un peuple colonisé dont l'histoire est écrite par un autre peuple et dont les décisions concernant sa vie collective sont prises par d'autres. Bien plus encore, d'Allemagne présente les Québécois pris au piège d'une mentalité coloniale qui les prive de toutes initiatives visant à retrouver leur liberté et qui les pousse vers l'assimilation au conquérant ou vers le refoulement dans un nationalisme de survivance. Le rôle initial du RIN, selon l'idée de départ de son fondateur, était justement de briser cette mentalité coloniale en politisant la population québécoise et en réveillant son sentiment national. Le but initial n'était pas de créer un parti politique, mais bel et bien un mouvement d'éducation populaire qui devait effectuer un travail de fond indispensable pour réveiller la population de sa léthargie coloniale. On le sait, le RIN fut appelé à jouer un bien plus grand rôle et à participer de façon active sur la scène politique. Même si le RIN prit une tout autre envergure, André d'Allemagne continua à militer en son sein jusqu'à sa dissolution en 1968.

Après le RIN?

André d'Allemagne était l'un de ceux qui étaient en faveur de la dissolution du RIN. Selon lui, le Québec devait profiter de l'élan de la marche souverainiste déclenché par le Mouvement souveraineté-association de René Lévesque et par le Parti Québécois. Les forces indépendantistes ne devaient pas être divisées si le Québec voulait avoir une chance. En 1968, la dissolution du RIN fut votée et les membres furent invités à rejoindre les rangs du Parti québécois. Après la dissolution du RIN, André d'Allemagne se retira de la vie publique. Toutefois, il était très loin de renoncer à son option et il continua à militer, de façon plus discrète. En fait, il plaça tous ses espoirs dans le Parti québécois qui, selon lui, avait de très bonnes chances de réussite. Il était évidemment un peu déçu de la forme souveraineté-association, mais il finit par accepter que le peuple québécois devait faire un certain cheminement avant d'atteindre la pleine souveraineté.

En 1968, il se trouva un emploi au Collège Maisonneuve comme professeur de science politique. Il adora ce poste qui lui permettait de continuer ce travail de fond si important à ses yeux qu'il avait voulu accomplir avec le RIN. Il pouvait toucher directement la jeunesse et orienter les générations futures à continuer le combat inachevé de l'indépendance du Québec. La même année, il entra au département de sciences politiques de l'Université de Montréal où, trois ans plus tard, il obtint la maîtrise pour son mémoire: *Le RIN de 1960 à 1963. Étude d'un groupe de pression au Québec*. Dans cette étude, André d'Allemagne nous présente le RIN dans sa forme initiale, c'est à dire comme mouvement d'éducation populaire véhiculant l'idée de l'indépendance et son évolution en parti politique. En 1974, cette étude fut publiée avec une préface de Marcel Rioux.

André d'Allemagne demeura toujours favorable à la réalisation de l'indépendance du Québec. En fait, même après la dissolution du RIN, il continua à militer en faveur de la cause vitale du Québec. Il prononçait des discours, donnait des conférences, publiait des articles. De toute évidence, on peut imaginer la déception éprouvée par cet indépendantiste militant à la suite de l'échec du référendum de 1980. Sans évidemment tout remettre en question, André d'Allemagne publia néanmoins une série d'articles dans *l'Action Nationale* qui n'affichait plus l'optimisme des années soixante. En fait, dans cette série d'articles intitulée, *Interrogation sur le Québec*, publiée entre septembre 1981 et février 1982, il semblait maintenant douter de l'aptitude des Québécois à former une véritable Nation. La réponse sembla venir d'elle-même avec, moins de treize ans plus tard, l'échec du second référendum sur la souveraineté nationale. En 1998, il publia son dernier ouvrage, *Le presque pays*, dans lequel il expliqua les véritables raisons des deux échecs

référendaires qui sont, selon lui, beaucoup plus profondes que l'argent, le vote ethnique ou la fraude. Certes, ces éléments ont pesé dans la balance, mais, pour André d'Allemagne, le simple fait d'hésiter et de refuser la liberté relève d'un problème beaucoup plus grave ancré dans la mentalité même des Québécois. En fait, les Québécois ont un comportement «génosuicidaire» qui s'explique par leur absence de sentiment national[8]. Ils sont encore aujourd'hui prisonniers de leur mentalité coloniale et cela ne semble malheureusement pas être sur le point de changer.

Ainsi, la lutte d'André d'Allemagne sembla prendre tout son sens après les deux échecs référendaires. En effet, toute sa vie il voulut combattre la mentalité coloniale des Québécois en effectuant un travail de fond visant à politiser la population et, par conséquent, lui faire prendre conscience de la légitimité de la lutte pour l'indépendance. Avec la prise du pouvoir du Parti québécois, tout le Québec croyait que la victoire était maintenant certaine. Toutefois, pour d'Allemagne, l'ennemi le plus difficile à vaincre ne se situait pas au gouvernement, mais bien dans la tête des Québécois.

La pensée d'André d'Allemagne

Comme nous avons pu le voir, André d'Allemagne était un indépendantiste militant qui prit part de façon active à la vie publique afin de permettre la réalisation d'un projet qu'il jugeait primordial pour la société québécoise. Mais, avant toute autre chose, il était un intellectuel de haut niveau qui avait une conception très précise et très élaborée de la situation du Québec. En fait, son indépendantisme se basait sur une construction très complète qui s'articulait autour du concept de colonialisme. Afin de mieux comprendre cette pensée complexe, cette partie de mon article sera divisée en cinq thèmes principaux. Loin de moi l'intention de présenter de façon réductrice la pensée de ce brillant intellectuel. Ma classification a seulement pour but de faciliter la démonstration de celle-ci.

Toutefois, avant d'analyser plus en profondeur la pensée d'André d'Allemagne, il est pertinent de voir dans quel contexte celle-ci se forma et quelles furent les influences de sa génération. Tout d'abord, il sera question du contexte québécois de l'époque, soit le néo-nationalisme; ensuite des influences venues de l'extérieur du Québec, soit la décolonisation.

Le néo-nationalisme

Un intense nationalisme fut l'une des forces motrices de la Révolution tranquille. Avant toute autre chose, il est important de mentionner l'œuvre et l'action de l'École historique de Montréal, sous la direction de Maurice

Séguin, de Guy Frégault et de Michel Brunet. Ces historiens furent véritablement les précurseurs de la recherche récente de l'identité québécoise qui marqua la Révolution tranquille. André d'Allemagne fut grandement influencé par l'École historique de Montréal qui voyait dans la conquête de 1760 non seulement une rupture, mais l'arrêt de mort d'une société en formation. En effet, d'Allemagne construisit toute son interprétation de l'histoire canadienne-française autour de ce drame qui inaugurait la longue domination étrangère d'un peuple. Toutefois, il ne partageait pas la vision pessimiste de l'École historique de Montréal : « Pour eux la nuit coloniale est sans étoile. Ils voient dans la situation québécoise quelque chose de fatidique, une sorte de verdict définitif de l'Histoire »[9]. Pour André d'Allemagne, contrairement à Maurice Séguin, l'indépendance n'était pas impossible, elle représentait l'aboutissement normal de l'évolution historique du Canada français[10]. De plus, elle était d'autant plus accessible dans le contexte de dynamisme québécois de la Révolution tranquille et dans le contexte international de décolonisation.

La décolonisation

À une époque où la décolonisation gagnait les États africains et où la guerre d'Algérie divisait la France, André d'Allemagne se servit du thème du colonialisme pour expliquer la situation anormale de faiblesse et d'infériorité collectives dans laquelle se trouve le peuple québécois. Le colonialisme, pour André d'Allemagne, n'est pas un phénomène nouveau, mais la forme actuelle d'un phénomène vieux comme le monde : celui de la domination d'une société par une autre[11]. L'impérialisme étant la forme brute de domination pleinement ressentie par le peuple conquis, le colonialisme est beaucoup plus sournois et s'assure des apparences de légitimité du régime imposé. En fait, le colonialisme est une forme « moderne » de domination qui assure l'exploitation des conquis sans attiser leur colère. Le régime colonial se montre généreux, voire respectueux, en reconnaissant certains droits et en octroyant certains bienfaits aux dominés. Au besoin, il accorde aux colonisés une nationalité factice : celle de canadien. À l'époque où dans le monde entier des peuples s'affranchissaient du joug colonial et les Nations revendiquaient leur pleine indépendance, il semblait évident pour André d'Allemagne que le Canada français ne pouvait plus accepter de demeurer sous la tutelle économique et politique de l'étranger.

Ainsi, André d'Allemagne rattacha l'idée de l'indépendance d'une part à un processus historique, inspiré par l'École historique de Montréal, et d'autre part à un contexte universel, celui de la décolonisation. Tout ceci nous amène néanmoins à une conception de base qu'André d'Allemagne avait du

Canada français: la certitude que celui-ci formait une Nation, au sens culturel du terme.

Thème 1: la Nation

Pour véritablement bien saisir le sens de la pensée d'André d'Allemagne, il est primordial de comprendre sa conception de la Nation. En effet, la lutte pour l'indépendance du Québec prend tout son sens dans une conception très spécifique de la Nation. Pour d'Allemagne, la Nation est essentiellement une collectivité historique et culturelle[12]. Elle est le produit de l'histoire d'un peuple et de sa culture commune. Certes, elle est pluraliste par sa composition de divers éléments ethniques, sociaux, politiques et religieux, mais ceux-ci s'allient tous dans une culture commune à laquelle doivent s'assimiler les nouveaux apports[13]. En fait, la Nation est beaucoup plus que la simple somme des individus qui la composent. Elle est une entité morale qui a sa culture propre et son identité propre qui façonne les individus en son sein. Elle a son propre système de conceptions et de valeurs, ses propres façons de définir, de classer et d'évaluer les réalités. La Nation définit donc bien plus l'individu que celui-ci la définit. Elle lui donne une identité culturelle et nationale qui assure la cohésion sociale nécessaire au maintien de l'harmonie. Si un étranger désire adhérer à la Nation il doit donc s'intégrer et se fondre dans le moule culturel national. Cela ne veut évidemment pas signifier qu'il doit oublier et renier ses propres origines culturelles. Toutefois, il doit s'intégrer à l'identité nationale s'il désire être un apport positif à la Nation[14].

Avec le retour d'un libéralisme plus classique dans les années 1980, une conception beaucoup plus individualiste de la Nation émergea graduellement: la Nation dite civique. En 1988, dans un article intitulé *Le Québec de demain, société anationale?* [15], André d'Allemagne semble mettre le lecteur en garde contre cette nouvelle conception de la Nation qui risque, selon lui, de détruire tout véritable sentiment national et tout sens collectif. Il s'agit d'une nouvelle conception détachée de toute culture particulière et qui vise à façonner chez les gens une identité pragmatique assurant la productivité, l'efficacité, mais surtout une certaine docilité face au système. En fait, la Nation ne devient que la somme des individus qui la composent. Elle est construite autour d'un contrat qui exige l'adhésion du citoyen à certaines idées démocratiques de base. Tout le monde peut en faire partie s'il accepte les principes de bases du contrat. Pour d'Allemagne, cette conception de la Nation n'a aucun sens puisqu'elle repose sur des valeurs artificielles, souvent matérielles, qui ne peuvent aucunement assurer la cohésion sociale nécessaire au maintien de l'harmonie au sein d'une Nation. La véritable Nation

pour d'Allemagne est une construction historique qui s'articule autour de valeurs telles la langue et la culture.

C'est évidemment à partir de cette conception historique et culturelle de la Nation qu'André d'Allemagne perçoit le Québec. Pour lui, la Nation québécoise puise ses racines dans quatre siècles d'histoire. Déjà sous le régime français, une société se façonnait en Nouvelle-France qui, par ses institutions et par son esprit, se différenciait de la métropole [16]. La Nouvelle-France était véritablement une Nation en formation. Mais la conquête de 1760 priva cette Nation de l'épanouissement en la dépouillant de ses droits et de ses responsabilités à se gouverner elle-même. L'histoire pèse donc très lourd dans la conception que d'Allemagne a de la Nation. C'est à travers l'histoire que celui-ci peut percevoir au Canada, deux Nations bien différentes ayant chacune leur culture bien à elle. Et c'est par l'histoire qu'il tente d'expliquer la situation particulière de la société québécoise moderne.

Toute sa vie André d'Allemagne a fondamentalement cru que les Québécois formaient une véritable Nation, au sens culturel et historique du terme. Sa lutte pour l'indépendance visait justement la libération de cette Nation, privée de son identité propre dans le cadre colonial de la Confédération canadienne.

THÈME 2: LA COLONISATION

Comme mentionné plus haut, pour d'Allemagne, la Nouvelle-France, ancêtre du Québec moderne, était une véritable Nation en formation. Elle n'avait certes pas eu le temps de créer des structures, des institutions, ni des coutumes qui lui fussent propre, mais la société se développait graduellement autour d'une forte solidarité et d'une démocratie effective [17]. La Conquête de 1760 fut donc l'arrêt de mort de cette société en formation. De la nouvelle métropole, arrivèrent les colons Anglais qui furent encouragés à s'approprier les ressources du pays conquis. C'est alors que s'effectua, et de façon définitive, la dépossession du peuple canadien-français. Pour d'Allemagne, la Conquête inaugurait la phase purement impérialiste de la domination. C'est-à-dire le régime militaire, l'imposition des lois et des institutions du conquérant et la privation de tout pouvoir politique pour le peuple conquis [18]. Cependant, cet impérialisme, par ses forces mêmes, entretenait l'esprit de rébellion. En 1837, l'insurrection éclatait. Selon d'Allemagne, l'échec de la rébellion de 1837 marqua très profondément le peuple canadien-français. Il acquit alors un profond sentiment d'infériorité qui le relégua pour toujours au rang de second. Mais malgré son échec, l'insurrection de 1837 était alarmante pour le dominateur. Il s'appliqua alors à trouver une formule qui neutraliserait le sentiment national du peuple conquis en le plaçant dans une

situation minoritaire, à l'intérieur d'un contexte acceptable et propre à entretenir chez lui l'impression d'une certaine liberté [19]. La solution trouvée fut la Confédération.

Pour d'Allemagne, la Confédération marqua le passage de la phase purement impérialiste à la phase coloniale de la domination. L'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, qui créait la Confédération canadienne, refusait le pouvoir politique aux Canadiens français et tissait un réseau complexe d'institutions dont il leur était encore plus difficile de se libérer que d'une simple occupation militaire. Auprès du peuple conquis, le Canada anglais remplaçait désormais l'Angleterre : les pouvoirs de Londres étaient transférés à Ottawa. Pour d'Allemagne, la Confédération créa pour le peuple québécois une réserve, la province de Québec, et un gouvernement fantoche dont les pouvoirs étaient soigneusement limités. Surtout, la Confédération inventait une patrie fictive, le Canada, dans laquelle les Québécois seraient toujours en situation d'infériorité, parce que le nouveau pays était aux mains des Canadiens anglais. Cette patrie fictive attribuait au Québécois une identité tout aussi fictive, l'identité canadienne, qui sema la confusion et mina de l'intérieur la véritable identité de la Nation. Le colonialisme, produit de la Confédération, envahit graduellement tous les secteurs de la vie collective. « Au fusil et à la potence des anciens impérialistes, la Confédération a substitué les instruments classiques du colonialisme : la constitution, le droit, la finance, la grande entreprise, les partis politiques, la propagande, bref toutes les institutions qui, de façon concrète et quotidienne, façonnent la vie d'un peuple » [20].

Au niveau politique, le colonialisme s'exprime par la domination du gouvernement d'Ottawa. En vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique, qui sert de constitution au Canada, c'est le gouvernement d'Ottawa qui détient les principaux pouvoirs. « Dès son adoption, l'Acte d'Amérique du Nord Britannique créa sous le couvert d'une fausse confédération un régime qui remettait au colonisateur les pouvoirs politiques et économiques réels et ne laissait au colonisé, par l'intermédiaire du gouvernement provincial, que des pouvoirs très secondaires [...] » [21]. Dès leurs origines, les partis politiques furent donc des institutions coloniales. Répliques des partis britanniques, succursales des partis pan-canadiens, ils favorisèrent l'intégration de la société conquise à celle du conquérant. Les députés canadiens-français jouèrent donc, comme le clergé, le rôle traditionnel d'intermédiaire.

Au niveau économique, le colonialisme s'exprime par l'organisation et l'exploitation étrangère, en fonction d'intérêts étrangers. Pour d'Allemagne, l'économie québécoise, développée par le capital étranger d'une façon qui l'a rendue non pas concurrentielle, mais complémentaire et tributaire des économies canadiennes et américaines, présente toutes les caractéristiques

d'une économie coloniale. En effet, celle-ci se base en grande partie sur l'exportation de matières premières et sur l'importation de produits finis. Elle se base sur l'exploitation par l'étranger des richesses naturelles et sur le maintien de la population à un niveau de fortune assurant les besoins de l'industrie d'une main-d'œuvre à bas salaire et ceux du commerce d'un pouvoir d'achat suffisant[22].

Au niveau social, le colonialisme s'exprime par le caractère arriéré de la société québécoise. D'Allemagne rappelle que, tout comme son évolution économique, l'évolution sociale du Canada français fut interrompue par la conquête. N'ayant plus accès à de nombreux domaines qui leur étaient devenus interdits tels la finance, l'industrie, l'armée, la diplomatie et la fonction publique, les Canadiens français devinrent un vaste prolétariat mi-urbain, mi-rural. Seuls certains éléments de la population, principalement le clergé et les professions libérales, se virent alors accorder une prédominance dans la société québécoise. Ces élites sociales, tolérées par le conquérant, jouèrent le rôle d'intermédiaires entre la Nation et le colonisateur. L'ensemble du peuple québécois devint alors ce mouton, sous la tutelle d'un berger conciliant, qui plaçait ses espoirs d'une vie meilleure ailleurs que sur cette terre.

Finalement, le colonialisme s'exprime au niveau de la culture en noyant celle-ci dans un océan culturel étranger. Le colonialisme culturel est sans doute le plus grave et le plus dommageable aux yeux d'André d'Allemagne puisque celui-ci fragilise l'essence même de la Nation: la culture. La Confédération canadienne empêche la pleine affirmation de la culture et de l'identité québécoise en lui imposant une identité non seulement fictive, mais étrangère. La Nation québécoise, plongée dans la confusion, se trouve alors privée d'une base culturelle et d'un cadre identitaire solide. Cela a pour effet d'affaiblir considérablement la Nation qui ne peut résister à la constante pression culturelle exercée par le Canada anglais, les États-Unis et par l'immigration. Le colonialisme culturel se fait principalement sentir sur la langue française. En effet, celle-ci a largement perdu sa raison d'être parce qu'elle fut reléguée au second rang par la langue du colonisateur associée au succès et au prestige. Le sort de la langue française, principal véhicule et reflet de la culture nationale, démontre bien les effets du colonialisme qui réduit la culture québécoise aux dimensions du folklore.

Pour d'Allemagne, les Québécois forment donc une Nation à part entière qui puise ses racines dans un lointain passé, avec toutes ses traditions et son évolution, et qui s'articule autour d'une culture commune et d'une identité bien distincte. Le problème est que cette Nation n'est pas libre et qu'elle vit depuis plus de cent ans sous un régime colonial instauré par la Confédération

qui la prive d'une identité propre et de tous les moyens pouvant assurer l'affirmation de cette identité.

THÈME 3: LA DÉCOLONISATION ET L'INDÉPENDANCE

Évidemment, la solution au problème de la Nation québécoise pour d'Allemagne se situe dans une décolonisation complète qui s'affirmerait par le retrait du Québec de la Confédération canadienne et par une indépendance politique réalisée par la création d'un État national québécois fort. En fait, pour d'Allemagne, l'État national représente le principal instrument de libération et d'épanouissement de la Nation québécoise. L'État national permettrait à la Nation de prendre le contrôle de sa destinée en ayant les pleins pouvoirs sur sa politique comme sur son économie. Bien plus, un État national fort permettrait à la Nation québécoise d'affirmer et de protéger sa culture, et d'avoir un cadre identitaire solide qui assurerait la cohésion sociale nécessaire à la survivance de celle-ci. Toutefois, il est important de comprendre que pour d'Allemagne, l'indépendance de la Nation québécoise n'est pas une fin ultime à atteindre, mais un moyen. Autrement dit, il est primordial que le Québec soit indépendant avant de penser à tout autre chose[23]. Il est primordial qu'une Nation ait les pleins pouvoirs avant de se lancer dans des projets de sociétés. Ainsi, André d'Allemagne fait de l'indépendance le principal objectif à atteindre pour que la Nation québécoise atteigne la phase adulte de son existence et puisse passer à une autre étape.

Dans le système colonial imposé par la Confédération, les partis politiques ne sont pas de véritables moyens d'expression, ils ne sont que des instruments de revendication auprès du dominateur. Pour le peuple québécois, les partis politiques traditionnels ne sont que des dispensateurs de faveurs du régime colonial[24]. Ils ne se distinguent aucunement entre eux par des positions idéologiques différentes, ni par des programmes politiques originaux. Ils ne sont que des intermédiaires entre le peuple et le véritable gouvernement: celui d'Ottawa. Le gouvernement provincial québécois n'a, en vérité, aucun pouvoir réel et il lui est impossible de réaliser les réformes nécessaires à l'épanouissement de la Nation québécoise. Pour d'Allemagne, l'indépendance permettrait la création d'un État national québécois avec de nouveaux partis politiques qui seraient la véritable expression de la Nation. Ce nouvel État ne serait plus limité à des pouvoirs secondaires et aurait tous les moyens à sa disposition pour assurer le développement du Québec. On passerait ainsi de la revendication à la pleine affirmation. La politique prendrait alors un tout nouveau sens pour une population habituée de voir son vote se perdre dans un système bipartite qui freine l'essor de la société

québécoise et favorise le développement d'un monopole du pouvoir qui entrave le fonctionnement de la démocratie [25].

L'État national indépendant est également le seul moyen par lequel le peuple québécois pourrait reprendre le contrôle de son économie. Le gouvernement provincial du Québec n'a pas d'emprise sur les instruments importants de contrôle de l'économie. En effet, le gouvernement d'Ottawa maîtrise la plupart des instruments importants tels la monnaie, les douanes, la fiscalité, le crédit, le commerce extérieur. Pour d'Allemagne, il est clair qu'un gouvernement qui ne contrôle pas au moins ces domaines ne peut prétendre avoir le contrôle de son économie [26]. En fait, ce que d'Allemagne propose c'est la planification économique, sous l'égide d'un État national, dans le sens qu'elle prend dans le libéralisme renouvelé. La première condition de ce contrôle économique est néanmoins l'indépendance politique.

La création d'un État national québécois mettra également un terme à la confusion identitaire de la Nation québécoise. Selon André d'Allemagne, l'un des problèmes fondamentaux du Québec en tant que province de la Confédération canadienne, se situe au niveau de la confusion engendrée par l'imposition de l'identité canadienne. Le Québec comme province est trop imprécis, trop indéfini, trop écartelé entre diverses tendances [27]. Voilà justement une des raisons pour lesquelles le Québec n'arrive pas à assimiler les nouveaux arrivants. Pas plus qu'il n'a d'âme, le Québec n'a pas de physionomie. Il est donc indispensable pour la Nation québécoise de se doter d'un État qui lui soit propre pour assurer la pleine expression et la totale affirmation de l'identité culturelle québécoise. De plus, l'État québécois, libéré du joug colonial de la Confédération canadienne, permettra à la Nation québécoise de véritablement s'ouvrir sur le monde. En effet, un Québec indépendant permettra aux Québécois de s'affirmer pleinement sur la scène internationale non plus en tant que minorité au sein du Canada, mais en tant que Nation à part entière.

Pour d'Allemagne l'indépendance est donc plus que nécessaire et souhaitable, elle est indispensable. En fait, elle est l'aboutissement logique de l'existence de toute Nation qui aspire non plus seulement à la survivance, mais à la pleine affirmation de soi. Cependant, dans le cas particulier du Québec, n'ayant jamais connu rien d'autre que le régime colonial, c'est la Nation elle-même qui semble refuser sa liberté [28].

Thème 4: La mentalité coloniale

Dans son dernier ouvrage, *Le presque pays*, André d'Allemagne tente de trouver les véritables raisons des deux échecs référendaires de 1980 et 1995. Selon lui, l'explication profonde réside dans le fait que ce sont les Québécois

eux-mêmes qui ont refusé l'indépendance qui leur était offerte sur un plateau d'argent. À partir de cette constatation, d'Allemagne recherche dans l'histoire ce qui a pu façonner la mentalité du Québécois, mentalité qui le fait hésiter devant son existence politique entière. Le premier fait historique déterminant que d'Allemagne relève est la conquête britannique qui arrive trop tôt alors que la Nation n'a pas eu le temps de se former [29]. Le second fait qu'il relève est que : « Contrairement aux autres peuples ayant subi la triste expérience d'une conquête, les Canadiens n'avaient jamais été en situation de se gouverner eux-mêmes » [30]. N'ayant donc pas de véritable sentiment national, ni d'aspiration à sa liberté, l'attitude du colonisé québécois varie entre l'assimilation volontaire et les formes multiples d'un nationalisme confus [31].

Vivant dans une société dominée à tous les paliers, le Québécois est soumis dès son enfance à un conditionnement qui provoque chez lui tous les réflexes d'un colonisé. Certains, conscients de leurs faiblesses et de leurs lacunes, cherchent une échappatoire en se repliant sur eux-mêmes, en se décollectivisant et en se dissociant de leur groupe national auquel ils reprochent la faiblesse. D'autres, acceptant leur situation, prônent tout simplement l'assimilation volontaire au colonisateur. Selon d'Allemagne, le groupe de la revue *Cité Libre*, en réclamant l'intégration lucide au Canada anglais et la centralisation fédérale, démontre très bien le mécanisme d'auto-dépréciation dans lequel se trouve le peuple québécois. Les colonisés québécois, acceptant leur situation, s'échappent dans l'individualisme placide ou dans l'identification au colonisateur.

Parallèlement à la résignation, d'Allemagne observe chez les Québécois de multiples formes de résistances traditionnelles et symboliques. « N'ayant confiance ni en lui-même, ni en les siens, le colonisé québécois [...] engage sa révolte dans des voies sans issue, ce qui lui donne l'illusion de l'action, voire de la puissance. [...] Le colonisé se confectionne ainsi un micro-monde où son action prend la teinte d'un nationalisme d'attente » [32]. Dans son ouvrage, *Le colonialisme au Québec*, André d'Allemagne présente les grands mythes canadien-français nés de cette résistance traditionnelle. Un de ces mythes très populaires est celui de « l'achat chez-nous » qui vise à favoriser la petite entreprise du Québec en lui réservant, par une sorte d'entraide sentimentale, la clientèle de ses compatriotes. Évidemment, pour d'Allemagne, ce genre de formule devient tout à fait ridicule à l'époque du gigantisme capitaliste et de la mondialisation. Un autre mythe important et tout aussi illusoire est celui de « la revanche des berceaux », qui laissait croire que la multiplication des Canadiens français assurerait inévitablement la survie de la Nation. Il y a également, bien sûr, la protection obsessionnelle de la langue qui a poussé les Canadiens français à des luttes sans succès pour

l'amélioration du français et pour l'acceptation d'un degré de bilinguisme accrue par le colonisateur. Toutes ces formes de résistances traditionnelles, et il y en a beaucoup d'autres, donne au peuple colonisé l'impression de lutter, alors qu'il ne fait, en réalité, qu'accepter inconsciemment son statut de colonisé.

Avec la Révolution tranquille et ce que l'on peut appeler le « renouveau » québécois, on assiste à un dynamisme nouveau qui entraîne parfois une remise en question des institutions établies. Un nouveau nationalisme revendicateur semble faire alors son apparition. Toutefois, pour d'Allemagne, ce nationalisme qui ne vise qu'à améliorer les conditions du Québec à l'intérieur de la Confédération n'est pas différent de ces vieilles résistances traditionnelles qui donnaient l'illusion de l'action. En fait, selon lui, les autonomistes n'apportent aucune nouvelle solution. Leur nationalisme demeure un nationalisme de colonisés qui revendiquent l'égalité avec le colonisateur dans une société définie par ce dernier [33]. C'est une autre forme du nationalisme traditionnel des Québécois qui, plus revendicateur, demeure néanmoins traditionnel puisqu'il accepte le régime colonial et cherche à obtenir dans ce cadre les faveurs du colonisateur. Ainsi, pour d'Allemagne, le Parti libéral de Jean Lesage est un parti traditionnel colonisateur puisque malgré le réaménagement du système établi qu'il revendique, il ne remet pas en cause le régime colonial.

La lutte pour la libération du peuple québécois ne se livre donc pas au Canada entre « Français » et « Anglais », mais bien au Québec entre colonialistes et anticolonialistes. L'ascension des Québécois vers leur indépendance politique exige un profond changement dans la mentalité populaire, un changement grâce auquel ils comprendront les avantages de la souveraineté, et d'abord sa simple normalité [34].

THÈME 5: LA POLITISATION ET LA NAISSANCE D'UNE CONSCIENCE NATIONALE

Le colonialisme au Québec est donc, plus encore qu'ailleurs, un phénomène fondamentalement psychologique. L'histoire particulière de la Nation québécoise fait en sorte que théoriquement « les Québécois sont [...] les plus libres des colonisés, psychologiquement les plus colonisés des colonisés » [35]. Le succès de la décolonisation dépend donc d'une éducation populaire susceptible d'amorcer une prise de conscience générale de la population. Selon André d'Allemagne, l'ennemi principal du régime colonial réside dans l'éducation. L'éducation de la population permettrait tout d'abord de faire tomber les mythes sur lesquels repose le régime colonial. Plus important encore, l'éducation permettrait une politisation de la population

qui pourrait donner naissance à un véritable sentiment national. La politisation générale des Québécois leur permettrait de se débarrasser de leurs réflexes de colonisés et de s'engager dans la lutte pour la libération nationale. Ainsi, pour libérer la Nation, il faut d'abord passer par l'individu qui, profondément colonisé, finit par accepter son statut et renie sa véritable identité.

La politisation des Québécois a toujours été extrêmement importante pour André d'Allemagne. Il s'agit, en fait, de son principal argument dans la lutte pour la libération du peuple québécois. Même après l'élection du Parti Québécois en 1976 il continua d'exprimer l'importance d'une politisation de la population. Pour lui, la prise du pouvoir par un parti « indépendantiste » ne pouvait assurer seule la fin du régime colonial. Il fallait que celui-ci ait l'appui d'une population consciente et éveillée, préoccupée par la destinée de la Nation. En réalité, André d'Allemagne s'inspirait grandement du modèle de la Nation française. Il aurait aimé voir chez les Québécois le même sens collectif qu'il retrouvait chez les Français. Ce sens collectif qui assure la présence d'un fort sentiment national donnait à la Nation française toute sa force et sa consistance. Au Québec, l'absence de sentiment national, accentué par le repli sur soi causé par la colonisation assurait justement le maintien du régime colonial. Pour briser ce cercle, il faut politiser les Québécois et les doter d'un sens collectif.

La création du RIN avait justement pour but principal la politisation des Québécois. L'objectif premier du RIN était bien entendu l'indépendance nationale, mais le moyen pour y arriver ne devait pas se situer, du moins au départ, au niveau de la prise du pouvoir. Évidemment, le RIN évolua, sous des pressions internes et externes, et passa de mouvement à parti politique. Certaines priorités durent être redéfinies et la conquête du pouvoir devint quelque chose d'envisageable. Toutefois, il faut bien avoir en tête que le RIN n'est pas André d'Allemagne. Certes, il en est le fondateur, mais le RIN eut une évolution particulière et peut-être même inattendue sous l'influence de divers facteurs. Même après sa transformation en parti politique, André d'Allemagne resta toujours accroché à cette idée du RIN en tant que mouvement d'éducation populaire visant la politisation des Québécois et la création d'une véritable conscience nationale.

C'est à partir de cette priorité évidente pour le sens collectif de la Nation que l'on peut comprendre le pessimisme affiché par d'Allemagne dans ses dernières publications. Certes, les échecs référendaires eurent un impact sur sa croyance en l'aptitude des Québécois à former une véritable Nation. Mais, finalement, cela ne faisait que confirmer ce qu'il avait déjà démontré au sujet de la mentalité coloniale des Québécois, de l'inefficacité d'une simple prise du pouvoir et de la nécessité d'un travail de fond visant la politisation de la

population. Son pessimisme s'exprimait plutôt face à ce qu'il a appelé dans *Le presque pays*, « Les vents mauvais » [36]. L'affirmation d'un libéralisme de plus en plus individualiste dans les années 1980 entraîne graduellement le discrédit sans discernement de toute forme de nationalisme et encourage le repli total de l'individu sur sa personne. Les générations nouvelles, de plus en plus dépolitisées et dénationalisées, se détournent de tout projet ayant une visée collective. Pour d'Allemagne, la Nation québécoise ne peut que grandement souffrir du souffle de ces vents mauvais qui détruit tout sens collectif, assure la solidité du régime colonial et contraint les indépendantistes à reporter leur projet de libération nationale à plus tard. La survie de la Nation semble pourtant devenue problématique en raison d'une natalité de plus en plus insuffisante jointe à la difficulté qu'elle éprouve toujours à intégrer les immigrants. Ainsi, l'indépendance doit attendre, alors que, de toute évidence, elle n'a jamais paru aussi pressante.

CONCLUSION

André d'Allemagne était donc avant tout un intellectuel de haut niveau qui avait une vision très précise et bien définie de la société québécoise. À partir de l'histoire de celle-ci, il développa une théorie très articulée autour de ce qu'il percevait comme étant le problème fondamental : le colonialisme. Toutefois, optimiste et persuadé que ce sont les hommes qui font l'histoire, André d'Allemagne ne se limita pas à la simple dénonciation, il proposa également des solutions. Ainsi, en guise de conclusion, je vais définir André d'Allemagne selon les quatre qualificatifs suivants : nationaliste indépendantiste, révolutionnaire, démocrate et réformiste libéral.

Tout d'abord, André d'Allemagne était un nationaliste indépendantiste. Comme les nationalistes traditionalistes toutefois, il avait une conception très historique et culturelle de la Nation. Pour lui, le Québec était une Nation qui puisait ses racines dans plus de quatre siècles d'histoire et qui avait une culture bien à elle. Ainsi, il avait une conception très traditionnelle de la Nation et c'est à partir de celle-ci qu'il développa toute sa pensée. Pourtant, il se distingua du nationalisme traditionnel par les projets et les solutions qu'il proposa. Pour lui, la survie de la Nation québécoise dépendait de la fin du régime colonial instauré par la Confédération canadienne. Ce qu'il voulait c'était l'indépendance du Québec et son retrait du Canada.

Donc, André d'Allemagne était également un révolutionnaire. Selon lui, le Québec avait besoin d'une authentique révolution. Il ne fallait pas simplement réformer les structures et les institutions traditionnelles de l'intérieur en essayant de changer les termes du « pacte confédératif » ; il fallait les

supprimer et les remplacer par d'autres en abolissant la Confédération. Par conséquent, la révolution ne devait pas être tranquille, elle devait permettre à la Nation québécoise de mettre un terme au régime colonial qui la prive de sa liberté depuis plus de cent ans. Cependant, si la révolution ne pouvait être tranquille, elle devait être néanmoins pacifique. En effet, André d'Allemagne croyait fermement en la démocratie et pour lui le mot révolution n'était pas un synonyme de violence. À ce titre, il était clairement en désaccord avec l'action terroriste du FLQ.

André d'Allemagne croyait fermement que pour réaliser l'indépendance du Québec il fallait débarrasser les Québécois de leur mentalité coloniale et les doter d'un sens collectif. Pour lui, la solution se trouvait principalement dans une politisation de la population qui pourrait ensuite engendrer une prise de conscience collective. La prise du pouvoir n'était pas suffisante à ses yeux pour libérer et assurer la pleine expression d'une Nation qui n'avait jamais connu rien d'autre que le régime colonial. Il fallait atteindre directement les gens, faire appel à leur intelligence, leur faire comprendre la nécessité de l'indépendance. André d'Allemagne était donc fortement opposé à la démagogie. Il était un démocrate qui croyait en l'intelligence humaine et qui était persuadé que l'homme pouvait encore avoir de l'influence sur le cours de l'histoire.

Finalement, on peut également qualifier André d'Allemagne de réformiste libéral. Effectivement, d'Allemagne adhérait à l'idéologie dominante du libéralisme, surtout sous sa forme renouvelée qu'elle prenait dans les années soixante avec le développement de l'État-providence. Donc, même s'il était un nationaliste, André d'Allemagne reconnaissait l'importance des libertés individuelles. Toutefois, selon lui, il fallait d'abord libérer la Nation pour libérer l'individu.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. d'Allemagne, André, *Antagonismes linguistiques chez le bilingue*, mémoire de M.A. (linguistique), Université de Montréal, 1952, 81 p.

2. d'Allemagne, André, *Une idée qui somnolait. Écrits sur la souveraineté du Québec depuis les origines du RIN (1958-2000)*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000, p. 71.

3. *Ibid.*, p. 71-72.

4. *Ibid.*, p. 73.

5. d'Allemagne, André, *Le RIN. De 1960 à 1963. Étude d'un groupe de pression au Québec*, Montréal, Éditions l'Étincelle, 1974, p. 19.

6. Labrecque, Jean-Claude et Michel Martin, *Le RIN* (film), Les Productions Virage inc., 2002.

7. d'Allemagne, André, *Le colonialisme au Québec*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000 [1966].

8. d'Allemagne, André, *Le presque pays*, Montréal, Lanctôt Éditeur, 1998, p. 66.

9. d'Allemagne, André, *Le colonialisme au Québec*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000 [1966], p. 101.

10. d'Allemagne, André, *Une idée qui somnolait. Écrits sur la souveraineté du Québec depuis les origines du RIN (1958-2000)*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000, p. 120.

11. d'Allemagne, André, *Le colonialisme au Québec*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000 [1966], p. 11.

12. *Ibid.*, p. 79.

13. d'Allemagne, André, *Le RIN. De 1960 à 1963. Étude d'un groupe de pression au Québec*, Montréal, Éditions l'Étincelle, 1974, p. 41.

14. d'Allemagne, André, *Une idée qui somnolait. Écrits sur la souveraineté du Québec depuis les origines du RIN (1958-2000)*, Montréal, Comeau et Nadon, 2000, p. 37.

15. d'Allemagne, André, « Le Québec de demain, société anationale ? », *L'Action Nationale*, vol. 78, no. 3, mars 1988, p. 3-8.

16. d'Allemagne, André, *Une idée qui somnolait. Écrits sur la souveraineté du Québec depuis les origines du RIN (1958-2000)*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000, p. 120.

17. d'Allemagne, André, *Le colonialisme au Québec*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000 [1966], p. 17.

18. *Ibid.*, p. 19.

19. *Ibid.*, p. 21.

20. *Ibid.*, p. 22.

21. *Ibid.*, p. 35.

22. *Ibid.*, p. 55.

23. d'Allemagne, André, *Une idée qui somnolait. Écrits sur la souveraineté du Québec depuis les origines du RIN (1958-2000)*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000, p. 64.

24. d'Allemagne, André, *Le colonialisme au Québec*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000 [1966], p. 37.

25. d'Allemagne, André, *Une idée qui somnolait. Écrits sur la souveraineté du Québec depuis les origines du RIN (1958-2000)*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000, p. 116.

26. d'Allemagne, André, *Le colonialisme au Québec*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000 [1966], p. 59.

27. d'Allemagne, André, *Une idée qui somnolait. Écrits sur la souveraineté du Québec depuis les origines du RIN (1958-2000)*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000, p. 41.

28. d'Allemagne, André, *Le presque pays*, Montréal, Lanctôt Éditeur, 1998, p. 40.

29. *Ibid.*, p. 37.

30. *Ibid.*, p. 40.

31. d'Allemagne, André, *Le colonialisme au Québec*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000 [1966], p. 100.

32. *Ibid.*, p. 108.

33. *Ibid.*, p. 55.

34. d'Allemagne, André, *Le presque pays*, Montréal, Lanctôt Éditeur, 1998, p. 13.

35. d'Allemagne, André, *Le colonialisme au Québec*, Montréal, Comeau et Nadeau, 2000 [1966], p. 189.

36. d'Allemagne, André, *Le presque pays*, Montréal, Lanctôt Éditeur, 1998, p. 81.